

Nouveaux Cahiers du socialisme



Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation

Stéphane Chalifour and Judith Trudeau

Number 23, Winter 2020

La droite : quelles droites ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92895ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chalifour, S. & Trudeau, J. (2020). Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 41–47.

Le paradigme populiste

Identité, peuple et représentation

Stéphane Chalifour et Judith Trudeau

Professeur de sociologie et professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx

Phénomène récurrent dans l'histoire du dernier siècle, le populisme serait-il devenu le paradigme dominant au sein des démocraties libérales ? Il serait pour ainsi dire à la fois l'expression d'une crise de la représentation et, sur le plan du discours, la référence archétypale d'un ensemble de pratiques mettant en jeu le corps du peuple et celui du pouvoir. En science, on dira qu'il y a changement de paradigme (modèle théorique, concepts, équation) lorsque se déploient les moyens de contourner une ou des anomalies générant, à terme, le passage à un nouveau cadre conceptuel¹. Or, nous assisterions, du point de vue politique, à l'émergence d'un nouveau paradigme justement au sens où le populisme tend aujourd'hui à s'imposer comme seule langue légitime de la transparence alors que, du point de vue performatif, il s'incarne dans une série d'actions toujours mieux assumées. Projet de « régénération » d'une démocratie confisquée par les élites autant de gauche que de droite, il se présente aux yeux des sans-voix, des sans-part et des désabusé.e.s, comme un substitut unificateur à un système qui fragmente et court-circuite les aspirations les plus profondes du peuple. Il est devenu un mode de faire de la politique en rupture avec les formes institutionnelles et représentatives qu'il se charge d'attaquer. Il est en cela, paradoxalement, consubstantiel à la démocratie au sens où il se présente comme une réponse dérivée à l'altération des mécanismes de délégation et du principe de volonté générale dans un contexte où la démocratie paraît, plus que jamais, fonctionner sans *démos*.

¹ C'est le philosophe des sciences, Thomas Kuhn, qui a le plus travaillé cette notion. Voir *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2018.

Cette « déconsolidation » démocratique reposerait d'emblée sur la conjugaison d'un certain nombre de facteurs « destructurants » au premier rang desquels on retrouve le blocage des revenus dans les pays développés, la précarisation du travail et la montée d'un sentiment d'angoisse identitaire face au double enjeu posé par les vagues migratoires et la capacité d'intégration des pays d'accueil². La force du populisme renverrait ainsi à un sentiment diffus d'avoir perdu quelque chose et d'appréhender le déclin (réel ou imaginé) d'une figure identitaire aux multiples formes (la classe, la nation, le peuple « réel »). Qu'en est-il ?

Un monde fragmenté

Historiquement, les démocraties libérales se sont construites sur l'institution d'un sujet politique singulier, le citoyen – et la citoyenne –, dont la vertu première est de contribuer à la fondation d'une communauté symbolique abstraite³ qui transcende les seuls intérêts particuliers. De fait, c'est tout le volet politique de la modernité, postures conservatrices et progressistes confondues, qui est animé par la quête d'une certaine entité collective unitaire. Au-delà des contours idéologiques respectifs et de leurs finalités, libéralisme et socialisme ont ainsi partagé l'idéal d'une totalité irréductible à ses parties.

Or, plus d'un siècle et demi plus tard, force est de constater que l'héritier des révolutions bourgeoises, le « peuple des citoyens et des citoyennes » paraît s'être dissipé sous l'effet d'un processus d'individualisation finalement antinomique à toute forme collective structurée. Le « peuple social », quant à lui, celui de l'émancipation économique et de la lutte des classes, semble synchroniquement se décomposer sous les effets délétères de la mondialisation : la non-résolution de la question sociale et la fin des grands récits émancipateurs réduisant l'idéal du prolétariat à une utopie. Qui plus est, le déclin de l'État-providence a contribué – au cours des quarante dernières années – à remettre en question les grands principes de solidarité immanents à la social-démocratie, minant *de facto* l'idée d'une co-appartenance pourtant nécessaire à la reconnaissance réciproque. Il en est de même de la nation, figure totalisante aujourd'hui fragilisée par l'ouverture des frontières qu'imposent la mondialisation des marchés et les mouvements de population. Aux yeux des uns, la nation fait obstacle à la mobilité du capital alors qu'elle

2 Cédric Enjalbert, « Yascha Mounk : "Il faut se battre pour domestiquer le nationalisme" », *Philomag.com*, 20 septembre 2018, <www.philomag.com/lactu/breves/yascha-mounk-il-faut-se-battre-pour-domestiquer-le-nationalisme-36337>. Voir aussi Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Bellevaux (France), Éditions Dehors, 2014.

3 À titre d'exemple, la nation incarne cette totalité abstraite contrairement à la condition d'ouvrier qui renvoie plus concrètement à la condition sociale empirique de tel ou tel individu. Ainsi, être citoyen de la Cité implique de faire abstraction de ses particularités singulières afin de participer aux affaires de la Cité.

incarne, aux yeux des autres, un archaïsme qui fait obstacle à l'intégration et au métissage⁴.

À certains égards, la gauche aurait participé à ce processus de fragmentation. Tentées en effet par des formes de libéralisme culturel, des franges importantes de la gauche ont ainsi vu dans la reconnaissance des minorités ethniques (mais également de toutes les communautés ostracisées) une réponse à la potentielle dérive xénophobe. Aux États-Unis, les « élites progressistes » auraient donné ainsi l'impression que le bien commun ne se trouvait plus du côté des classes populaires précarisées, mais du côté d'individus et de groupes marginalisés. Pour Thomas Franck, cette valorisation de la différence identitaire, aussi légitime soit-elle, s'est trouvée cependant à rendre moins lisible le « corps social » littéralement fracturé en autant de points d'ancrage sans liens apparents entre eux⁵. Dépeignant le sort de ces formes « obsolètes » du peuple américain qui s'imposaient hier encore comme références centrales, Frank montre que des catégories sociales disparues du discours politique se sont mises à chercher la « sécurité » dans un univers moral moins perméable aux changements et à l'implacable nécessité de s'adapter aux nouvelles contingences. Emportée par les demandes de reconnaissance intrinsèque des droits légitimes des minorités, la nation aurait ainsi cessé, aux yeux de ces catégories, de porter la volonté générale, l'« ayant droit » (le bénéficiaire) supplantant le citoyen et l'espace public se réduisant à l'image d'un agrégat de désirs particuliers au sein d'un grand marché administré d'en haut en fonction de la capacité d'influence des demandeurs⁶. Sans qu'elle soit partout identique, cette dynamique s'est reproduite ailleurs en Occident.

En somme, nos sociétés seraient devenues plus « fluides » et politiquement moins intelligibles en raison du développement de formes nouvelles de subjectivisme et de tribalisme, lesquelles font obstacle à la cristallisation d'une identité collective (sociale, politique et territoriale) plus englobante. Cette absence de l'« un » aurait pavé la voie, d'une part, à la démocratie managériale dont les gestionnaires ne représentent plus un corps politique identifiable, et produirait par ailleurs des réflexes de crispation divers, dont la nostalgie d'un sujet unitaire souverain, mais exclusif, n'est qu'un des avatars. Contradiction irréductible de la modernité, le rapport entre la sphère individuelle et l'espace public tend en effet à disqualifier le politique entendu à la fois comme monde commun et capacité à se projeter collectivement dans un avenir qu'il nous incombe de dessiner.

4 Gérard Mauger, « "Populisme", itinéraire d'un mot voyageur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014 ; « Tous populistes ! », *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir*, n° 164, avril-mai 2019. Sur les dérives de la gauche, voir Mark Lilla, *La gauche identitaire*, Paris, Stock, 2018.

5 Laurent Bouvet, « Le sens du peuple », *Le débat*, n° 164, 2011, p. 136-143. Du même auteur, *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012. Voir également, Ramdane Issaad, « "Le sens du peuple" est-il soluble dans la marchandise ? », *Médiapart*, 31 janvier 2012.

6 Voir Thomas Franck, *Pourquoi les riches votent à gauche*, Marseille, Agone, 2018, p. 165 et 389.

Individualisme et délitement du politique

Il nous faut donc comprendre en quoi nos sociétés seraient travaillées par des tensions qui, tout en coexistant, produisent simultanément des phénomènes en parfaite dissonance. La privatisation (s'accomplir, réussir sa vie, jouir des choses) inhérente à l'affirmation identitaire rend effectivement plus difficile le fait de donner un sens global à l'existence pouvant inciter – corollairement – à l'engagement politique que sous-tendraient de grandes causes collectives⁷. Tout cela atteste d'une tendance lourde à la dépolitisation visible dans la chute des taux de participation électorale et dans le désintérêt croissant pour des programmes de formation politique qui semblent tous interchangeables.

Nous serions entrés dans un univers où l'on ne se sent plus appartenir à un tout, comme si rien ne nous liait à des semblables : la société des individus correspondant à cette image de corps (individus et communautés restreintes) disséminés au sein d'une masse d'anonymes. L'horizon eschatologique d'un futur magnifié par l'action politique et la mobilisation a été remplacé par des préoccupations pragmatiques à court terme centrées d'abord sur le mieux vivre ici et maintenant et une certaine idée du bonheur privé, ce qui fut favorisé, comme nous l'avons énoncé plus haut, par le triomphe d'un mode fonctionnel de gestion pragmatique du social au cœur duquel technocrates et gestionnaires se substituent aux représentants.

Une stratégie des affects et des passions

Voilà pourquoi le populisme renverrait à une crise de la représentation que nourrissent de nouvelles configurations démographiques et sociologiques. C'est aussi pourquoi le « peuple » du populisme peut être interprété, dans ses intentions tout au moins, comme un acte de restauration de « l'être-ensemble »⁸.

La langue des populistes repose en effet sur la prétention – sans cesse répétée – d'incarner, dans la singularité de son chef (voire de ses chefs), ce « peuple-un » antagonique aux forces et menaces censées le dissoudre. Intrinsèquement lié à une vision « binaire » du monde, son manichéisme se déploie dans une stratégie de polarisation des enjeux se traduisant par leur radicale simplification et, corollairement, par la désignation de figures ennemies (le vrai contre le faux, le bien contre le mal, eux et nous, les élites et les vraies gens, la nation authentique contre les « autres »⁹) dont la fonction première est de mobiliser des masses d'individus qui partagent, dans leur solitude commune, une forme plus ou moins explicite de ressentiment. Cette dernière

7 Gilles Lipovetsky, *Plaire et toucher. Essai sur la société de séduction*, Paris, Gallimard, 2017, p. 293-295.

8 Pascal Ory, *Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste*, Paris, Gallimard, 2017, p. 179-188.

9 Marc Lazar, « Une nouvelle composante de la démocratie », *Le Débat*, n° 203, février 2019, p. 77-82.

émotion est un ressort efficace qui permet, comme le dit Ernesto Laclau¹⁰, de rejoindre plusieurs franges de la société en « instaurant », par le discours, un peuple symbolique dont les demandes contradictoires ne suffiraient toutefois pas à réunir sans le jeu des affects. Rejetant *l'a priori* essentialiste selon lequel le peuple est une réalité ontologique tangible et objective, Chantal Mouffe fait du populisme « de gauche » une stratégie de conquête du pouvoir (par « agrégation des demandes ») qui vise à canaliser des conflictualités en émergence. C'est dans le déploiement des affects ainsi libérés que se cristalliserait l'adhésion à un « nous » censé incarner le *demos*¹¹ : la différence entre les types de populisme renvoyant davantage à la manière de camper le rapport entre ce « nous » et « eux ».

Symptôme d'un individualisme exacerbé, l'émotion est donc le vecteur par lequel le populisme parvient à galvaniser des acteurs isolés que la solitude privait jusqu'ici d'un sentiment de prise sur le réel. Sa fonction fondamentale consiste à antagoniser les rapports politiques de manière à faciliter la fondation d'un sujet collectif se présentant comme le peuple. Au-delà de la dimension sociologique du phénomène et des fondements rationnels des demandes qu'il prétend véhiculer, ce qui met en marche et cimente le phénomène populiste est de nature psychologique, son terreau étant fertilisé par le sentiment d'impuissance et la colère vécue sous un mode tragique¹². Sa force réside dans sa capacité séductrice à traduire – expressivement – l'invocation de « grandes actions » collectives contre l'immobilisme des élites (la bureaucratie entre autres choses), ce qui le rend apte à transcender certains clivages par la consolidation d'une espèce d'énergie irradiante. C'est ce que l'on constate autant dans l'Amérique de Trump que dans les pays européens aux prises avec la montée des droites radicales.

Dans ses prétentions, le style populiste est en rupture avec les codes politiques traditionnels d'un système politique fonctionnant à la verticale. Il est l'envers conséquent de la désagrégation du corps social au sens où l'individualisation favorise la mise en scène de personnalités dont l'apparente proximité (chaleur humaine, parler-vrai, sincérité) donne l'impression d'être plus présent, plus en phase avec soi dans un contexte où la frontière entre le privé et le public devient poreuse. La « peopolisation » de la vie politique traduit d'ailleurs cette aspiration égalitaire qui incite à une dynamique de rapprochement de l'un à un où se met en forme, à travers des reportages photo « indiscrets » et des témoignages « spontanés » sur le ton de la confiance, l'incarnation personnifiée de soi-même comme de la communauté

10 Frederico Tarragoni, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La vie des idées*, 3 novembre 2017. Voir aussi, Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

11 Pierre Crétois, « Peut-on défendre le populisme ? », *La vie des idées*, 17 janvier 2019.

12 Alexandre Dorna, « Faut-il avoir peur du populisme ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

perdue¹³. La prestation divertissante de l'acteur politique tend alors à prédominer par rapport au fond du discours, l'argumentaire ne visant qu'à restituer le double visage de la proximité et de la totalité retrouvée.

C'est ce sentiment d'aller de l'avant au sein d'une entité collective semblant faire corps, tant par son audace que par sa volonté apparente de transgresser les silences comme le *statu quo*, qui donne à ceux et celles qui s'y engouffrent le sentiment qu'il y a là une forme de réparation¹⁴.

Au-delà des cibles et des buts recherchés, ce qu'il y a de commun aux populismes, c'est ainsi la volonté de se constituer en un relais véritable de revendications populaires éparses. Les populistes s'investissent d'une capacité : celle de traduire la « volonté authentique » du peuple, d'abord dans la conquête du pouvoir politique, puis – ultérieurement – dans une forme de « gouvernance » de proximité en rupture avec la pure gestion comptable. Nous sommes ici, manifestement, dans un registre amplifié de la mise en forme du collectif par la mobilisation et la gestion des émotions que favorise une culture de l'expression immédiate des sentiments au sein de laquelle le désir d'être entendu appelle, dans sa traduction politique, un relais plus direct que ne semblent plus avoir les anciennes formes de médiation institutionnelles¹⁵.

À la fois paradigme durable et impasse

Ce qui précède explique pourquoi il nous est permis de considérer l'idée de paradigme durable comme étant inscrite dans le processus historique de la démocratie : celle-ci posant, dans sa nature même, le problème récurrent de l'unité du peuple et des modalités de la participation citoyenne à la vie de la Cité¹⁶. Sous l'effet de ses contradictions (individu et société, économie et politique, etc.), la démocratie s'est désincarnée faute de voir se reproduire un sujet politique transcendant, d'où cette idée d'une démocratie sans *demos*¹⁷ et d'une société sans peuple.

Cela dit, il importe de s'interroger sur la manière dont les populismes définissent, au-delà de la désignation d'un « acteur collectif » prétendu, la participation de ce dernier une fois le pouvoir conquis. Comme nous l'avons vu en effet, le populisme est d'abord un mode de mobilisation dont la prétention est d'incarner durablement un sujet politique qu'il serait apte à fixer. C'est cette prétention qui en fait l'originalité et qui peut laisser croire à son caractère radical. Faut-il pour autant y voir la voie d'une recomposition/refondation de la démocratie ?

Si la pérennité des mouvements populistes renvoie à leur capacité à reproduire et à entretenir la foi des foules, les régimes qui en sont issus sont pour l'essentiel autoritaires. Or il ne saurait en être autrement. En effet, s'il demeure présent dans le

13 Lipovetsky, 2017, *op.cit.* p. 272-273. Voir sur le même sujet, Judith Trudeau, « Justin Trudeau dans la matrice *people* », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 17, 2017, p. 26-35.

langage, le peuple des populistes demeure néanmoins une entité passive destinée à être gouvernée en raison même de sa fluidité et du caractère incertain des réalités sociologiques auxquelles il renverrait. Dans ce sens, le populisme ne préside pas tant à une restauration de la figure du citoyen délibérant et de la « participation populaire », qu'à la canalisation, sous des formes spectaculaires, du mépris des vieux partis. Car en dépit de leurs prétentions radicales, les partis populistes demeurent eux aussi des appareils.

Le populisme a toutefois ceci de différent qu'il vise à entretenir la légitimité de ceux et celles qui accèdent au pouvoir, par et au nom du peuple, par l'irrigation de mécanismes partisans propres à faire retentir la voix du peuple désigné qui n'est jamais pour autant le « peuple réel ». Ce dernier, dans son insaisissable et irréductible diversité, renvoie peut-être – en dernière analyse – à ce que Negri appelait la « multitude » entendue ici comme réalités à la fois protéiformes et mouvantes¹⁸. Ce qu'il y a de réel, cela dit, c'est le désarroi tangible de catégories plurielles et isolées dont la colère est habilement canalisée par une « dynamique des passions » apte à redonner, contre la dislocation, un peu de substance à la figure sociale du commun¹⁹. À l'ère de l'opinion, les partis populistes font « parler » la « majorité silencieuse » laissant croire, et c'est là le danger, à la possibilité concrète d'une volonté unanime autorisant ses « authentiques » porte-voix à aller au-devant de ses demandes. En ce sens, le populisme de gauche ne saurait, à nos yeux, représenter une alternative valable.

Que conclure alors ? D'abord que les populismes ont le mérite de repolitiser un espace public aseptisé par l'idéologie managériale et la vacuité idéologique. C'est pourquoi ils paraissent, dans un contexte de crise comme celui que nous traversons, à la fois comme un aboutissement logique salutaire, mais aussi comme une impasse. La complexité est manifestement peu compatible avec la prétention à condenser politiquement une volonté générale saisie dans son unicité. Le populisme, qu'il soit de gauche ou de droite, porte en germe le danger d'une dérive autoritaire justement parce qu'il prétend être en totale proximité avec le peuple. Face à cette tentation et devant l'état actuel des démocraties libérales, il vaut mieux miser, plus modestement, sur la multiplication d'« activités politiques » non conventionnelles (manifestations et occupations par exemple) et la consolidation de contre-pouvoirs (collectifs de citoyens et citoyennes, associations étudiantes, comités de quartier, syndicats autonomes, groupes d'affinités, etc.) garants de véritables délibérations, à de plus petites échelles, sans pour autant que ces assemblées, à défaut de se prendre pour le « tout », puissent incarner – dans leur réseautage – une certaine idée du peuple.

18 Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

19 Christian Ruby, « Foule, masse, multitude ou peuple », *Nonfiction*, 26 mars 2019, <www.nonfiction.fr/article-9810-foule-masse-multitude-ou-peuple.htm>. Également, Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *Le Monde*, 21 juillet 2011.